

GAP, le 06 Septembre 2010

A 51

COMMUNIQUE

Les principaux élus politiques et socio-professionnels du Département des Hautes-Alpes se sont réunis le 6 Septembre pour examiner l'avant projet de Schéma National des Infrastructures de Transport (SNIT).

Ils constatent avec stupéfaction et colère le projet d'abandon du chaînon manquant de l'A51 prévu depuis 24 ans entre GRENOBLE et GAP qui doit assurer la continuité autoroutière entre GENEVE et MARSEILLE et entre LYON et NICE tout en allégeant le trafic de la Vallée du Rhône et en désenclavant le Sud-Isère, les Hautes-Alpes et l'ensemble des Alpes du Sud.

Ils notent par ailleurs l'absence de tout projet ferroviaire.

Ils rappellent que d'importantes Sociétés de Travaux Publics françaises sont prêtes à financer la totalité de cette infrastructure de 92 kilomètres pour un montant de 2,2 milliards d'euros contre un allongement de concession, sans demander un centime de crédits publics ni à l'Etat, ni aux Collectivités Territoriales.

Ils ne croient pas à la pertinence d'une solution qui consisterait en l'amélioration de la Route Nationale 85 (Route Napoléon); celle-ci nécessiterait d'énormes crédits budgétaires sans pour autant rendre des services approchant si peu que ce soit ceux rendus par une autoroute en termes de sécurité, de confort, de régularité, de viabilité hivernale et de consommation de carburant.

Ils condamnent fermement une pré-décision prise sans aucune concertation préalable.

Ils lancent un appel pressant et solennel au Président de la République et au Premier Ministre pour qu'ils rétablissent ce projet dans le schéma définitif des infrastructures de transport.

Suivent les signatures